



N° 30

DISETTE : Manque de ce qui est nécessaire à la
vie et, en particulier, manque de vivres, pénurie.

Août 2017

Il ne fallait pas (ne pas) nous inviter !

Il est des périodes où il faut savoir faire retomber cette espèce d'agitation permanente et en tout sens qui constitue notre quotidien professionnel. Le ralentissement aoûtien de l'activité, justement, est assez propice à ce genre d'exercice, et ce d'autant plus qu'il est souvent accompagné de changement de têtes auxquelles il faut s'habituer. Et là, on ne peut pas mieux dire : c'est carrément la tête de gondole qui bouge, poussée à la retraite...

Et que fait-on généralement en pareille circonstance ? L'usage veut qu'on rappelle grosso-modo les faits marquants de la carrière du récipiendaire avant de déguster quelques boissons jusqu'à la nuit (de rêve). Comme pas mal d'agents de la DISI vont manquer cet épisode faute d'avoir été conviés à ce moment historique, on va faire ici l'éloge que vous avez raté. Rassurons immédiatement le lecteur, ce ne sera pas bien long. De toute façon, on a bien d'autres choses à faire que de plonger dans les dossiers à la recherche de faits de carrière croustillants, il en existe déjà (et malheureusement) plus qu'il n'en faut.

Après une carrière dans le monde de la fiscalité, notre futur retraité étrenne son nouveau grade de Directeur des Services Fiscaux à Strasbourg au Centre des Services Informatiques, un monde bien différent dans lequel il n'est pas facile de s'acclimater...

A la création des DISI, voilà notre quidam propulsé à Lyon ou il hérite d'un vaste terrain de jeu constitué de 3 DIT (Lyon, Grenoble et Dijon), d'une usine (Meyzieu) et du CSI de Lyon, et d'une mission : effacer tout ce qui rappelle l'ex-DGCP et fusionner les 2 entités lyonnaises.

Et c'est avec un zèle particulièrement appuyé qu'il s'attelle à la tâche : tout sera fait pour être le premier à la DGFIP à résoudre l'équation. Il va faire rentrer le DIT de Lyon dans les locaux du CSI de Lyon au chausse-pied XXL, ce qui n'est pas la moindre des performances : rénover des locaux pour les rendre encore plus délabrés et impropres aux missions informatiques qu'auparavant, il fallait le faire. Le passage par la case « Valerie Damidot » est malheureusement bien raté. On ne peut pas être bon partout.

Mais le coup de maître absolu restera cette belle promesse qu'aucune fusion n'aura lieu entre les établissements lyonnais et le dépeçage méthodique des missions de Part-Dieu. Il fallait oser, mais aux audacieux, rien ne se refuse. Avec une parade ultime à toutes les attaques de son bilan : ce n'est pas lui, c'est l'architecte, les ouvriers colombiens, c'est la centrale, c'est le Commissaire Maigret, la mairie, le cuisinier ou le jardinier (au choix), c'est pas de chance, c'est la déontologie (c'est pratique quand il faut calmer les trublions), c'est comme ça, et pi c'est tout. Fermez le ban. Du grand art.

Quelques-uns ont vécu malgré eux des jours difficiles pour avoir été un moment dans le viseur du Maître. Difficile de contenter tout le monde. Le voilà à présent qui laisse au suivant le soin de gérer les dégâts. Mais il est un point où l'unanimité s'est toujours faite. Il s'agit du jour du départ, et ce, quel qu'en soit le lieu, pris alors d'une espèce de liesse aussi soudaine et volubile que temporaire, jusqu'à l'arrivée du successeur...

On va être complètement honnête : on ne peut pas cacher avoir eu en tête une locution présidentielle restée célèbre, pour l'ensemble du chaos laissé sur place. Mais on va tout de même souhaiter au Directeur une bonne retraite.

Promis, on balayera tous les confettis. Bonne rentrée à tous et bienvenue aux nouveaux.

Journal d'information des Finances Publiques - CGT Finances Publiques

✉ cgt.disi-rhone-alpes-est-bourgogne@dgfip.finances.gouv.fr

Site internet : <http://www.financespubliques.cgt.fr/691/>

Non, ce n'est pas la taille des chaussures du futur retraité mais le nombre de suppressions de postes durant son sixtiennat (nom commun, très rarement utilisé mais que ne ferait-on pas pour briller en société ?) à la tête de la DISI RAEB.

Plus de 10 % d'emplois en 6 ans : le constat est terrible. 10 ans après l'annonce de la RGPP et la fusion Impôts - Trésor, la réussite en terme de moyens humains est totale !

Et ne parlons pas des moyens financiers mis à la disposition de la Direction, en baisse depuis le fameux rapprochement.

Les AT, qu'elles soient CID, Pro ou Trésorerie, sont vouées à disparaître avec le PAR qui permettra à chaque utilisateur de s'autodépanner. Les salles blanches ne sont plus qu'un lointain souvenir pour la plupart et l'avenir même des ESI est en suspens.

Avec le nouveau regroupement régional administratif, les DISI suivront-elles le même découpage ?

Quant au dialogue social, il a suivi la même tangente que l'état de la DISI RAEB et les organisations syndicales sont de plus en plus démunies face aux décisions prises par la DGFIP et relayées avec zèle et mépris par les directions locales.

55, c'est aussi le numéro de la voie qui abrite l'Elysée. raison de plus pour sonner à la porte et demander d'arrêter la casse du service public dont le président est originaire.

Tout n'est pas perdu pour autant et la politique ultra libérale du gouvernement Macron ne va pas tarder à porter ses fruits. Ce n'est peut-être pas la rue qui gouverne mais elle pourrait nous réserver quelques surprises. Et plus rapidement que l'on croit.

Automne Caniculaire

Ne tirons plus sur l'ambulance, le bilan de la mise en place des DISI est plus que parlant : l'objectif à peine inavoué de faire rentrer au chausse-pied deux modèles informatiques ambitieux dans un système étriqué et soumis aux compteurs de haricots les plus bornés s'accomplit aux mépris de toute sollicitude pour les humains, qu'ils soient utilisateurs ou créateurs de services informatiques.

Nos structures administratives sont forcément le reflet d'une société gouvernée par l'argent au mépris des valeurs humaines.

Pas la peine de manger des œufs à tous les repas pour comprendre. Nous avons besoin de contre-pouvoirs. Si un DISI est suffisamment obtus pour prendre des décisions absurdes sans consulter ses collaborateurs ou ses chefs d'ESI, si ces derniers manquent de courage ou de discernement pour soutenir leurs collaborateurs, il est nécessaire d'intervenir et d'instaurer au besoin un rapport de force. Ce que nous avons fait par le passé et sommes prêts à refaire.

Le même principe s'applique à la tête de l'État, et avec plus de vigueur, puisque les enjeux embrassent l'ensemble de la société et aussi parce que nous sommes plus nombreux à être concernés, et donc potentiellement encore plus forts.

Depuis 2 mois, le président Macron et le gouvernement Philippe oeuvrent pour parachever le détricotage social du pays, nous ne devons pas les laisser faire. Dans la Fonction Publique s'annoncent des mesures particulièrement dures :

- rétablissement du jour de carence, gel du point d'indice et hausse de la CSG ;
- généralisation du RIFSEEP en 2019 avec modulation des primes en fonction du mérite ;
- de nouvelles suppressions d'emplois à la DGFIP après les 30 000 en 10 ans ;
- reprise des restructurations.
- dégradation continue des conditions de travail, conséquence directe des manques d'effectifs et des changements des process de travail à un rythme insoutenable.

C'est pourquoi il faudra rendre cet automne caniculaire, en participant massivement aux défilés et aux actions, à commencer par **la grève du 12 septembre 2017** pour continuer à dire non au mépris et à la régression sociale, qu'elles soient l'oeuvre de petits chefs ou des politiques les plus « influents ».